



Retour de la Gazette de la Mauricie

« ON REPREND
LA COGNÉE! »
PAGE 2

MENSUEL **GRATUIT** 15 000 EXEMPLAIRES
SEPTEMBRE 2014 VOLUME 30 NUMÉRO 1
WWW.GAZETTEMAURICIE.COM

la gazette

DE LA MAURICIE

Média indépendant, Sans but lucratif, Au service du bien commun



L'ÉDUCATION PUBLIQUE

UN OUTIL DE SOLIDARITÉ SOCIALE

PAGES 5 À 10



PAGE 4

CONTROVERSE

LA CIGARETTE ÉLECTRONIQUE



RELIGIEUSE
EMPRISONNÉE

PAGE 3

On reprend la cognée



La Gazette de la Mauricie est de retour. Vous étiez nombreux à avoir imaginé le pire. Il a été évité. Et ce ne fut heureusement qu'une toute petite éclipse. Question de recharger les batteries. Puis le temps de se relever les manches, de se cracher dans les mains et de reprendre la cognée, cette hache de fer à long manche qui sert à fendre le gros bois.

RÉAL BOISVERT

Le gros bois c'est l'actualité en bloc et en vrac qu'il faut couper menu tant elle nous charrie son lot de préjugés, de lieux communs et de démagogie. La cognée quant à elle, c'est pour abattre le cynisme ambiant et renverser la peur aussi qui nous tasse trop souvent dans un coin.

Au risque parfois de frapper à côté de l'encoche, La Gazette de la Mauricie est un journal qui explore et qui ose. C'est un journal indépendant qui rend ses comptes, non pas à des actionnaires, mais à ses artisans, bénévoles ou employés, tous résolument engagés dans la poursuite d'un monde meilleur, un

monde moins gouverné par les dictats du marché qu'inspiré par le jeu

« Le gros bois c'est l'actualité en bloc et en vrac qu'il faut couper menu tant elle nous charrie son lot de préjugés, de lieux communs et de démagogie. La cognée quant à elle, c'est pour abattre le cynisme ambiant et renverser la peur »

des équilibres entre la valorisation du bien commun et l'actualisation du plein potentiel de développement des individus. Ce qui revient à porter à l'avant-scène de préoccupations régionales tout ce qui se fait de bon et

de fort en matière de développement social, de politiques publiques, d'économie solidaire, de réduction des inégalités, de lutte contre l'exclusion et de renforcement de la capacité d'agir des personnes.

La formule n'est pas dépassée : La Gazette de la Mauricie se veut un journal de débats et d'idées. Quitte à faire des étincelles plutôt que de reprendre le petit ronron blotti au pied d'une veilleuse. Par exemple, ces jeunes libéraux nous ont bien fait rire au beau milieu de l'été en suggérant d'abolir les CÉGEPS. Nous serions plutôt enclins nous, tout au contraire, à suggérer d'en prolonger la durée d'une année. Une année tout entière consacrée à former une génération de têtes bien faites,

une cohorte de jeunes adultes pétrie de culture universelle instruite des origines de l'univers, de la pensée d'Aristote, de l'art du contrepoint, des certitudes et des doutes de Clemenceau, d'Honoré Mercier, de Churchill ou de Pierre Farlardeau. Oui, une année de plus pour goûter la poésie de Gaston Miron, pour apprécier les avancées économiques de Amartya Sen, pour percer les secrets du Moyen-Âge, pour mieux comprendre le fonctionnement des rapports sociaux et être instruit pour toujours des lois qui régulent la nature et la destinée humaine... Tout ce qu'il faut pour apprendre à créer de la richesse plutôt qu'à faire de l'argent !

Dans un monde inquiet et incertain, La Gazette de la Mauricie est la voix de la compassion, de l'entraide et de la solidarité. C'est notre devise. Elle pourrait s'accrocher aux armoiries des 43 municipalités de la région : apprendre, bien faire, partager et prospérer.

SOMMAIRE

RELIGIEUSE
EMPRISONNÉE
PAGE 3

DÉCRYPTER
L'ÉCONOMIE
PAGE 4

CHRONIQUE
CONTROVERSE :
LA CIGARETTE
ÉLECTRONIQUE
PAGE 4

DOSSIER :
L'ÉDUCATION
PUBLIQUE, UN OUTIL
DE SOLIDARITÉ
SOCIALE
PAGES 5 À 10

CLUB DES «NEXT»
LE DÉSASTRE DE
LA VIE PRIVÉE AU
XXI^E SIÈCLE
PAGE 11



SOLUTION MOTS-CROISÉS

Horizontalement: 4 Gaza, 7 Sionisme, 8 Netanyahou, 9 Abbas.
Verticalement: 1 Cisjordanie, 2 Hamas, 3 Juive, 5 Musulmane, 6 Intifada.

lagazette
de la Mauricie

942, rue Ste-Geneviève, Trois-Rivières QC G9A 3X6
Courriel : info@gazettemauricie.com
Site Web : www.gazettemauricie.com

DISTRIBUTION CERTIFIÉE

La Gazette de la Mauricie est publiée par une corporation sans but lucratif soucieuse de produire une information de qualité faisant la promotion du développement intégral des personnes et de leurs collectivités. La Gazette de la Mauricie n'est reliée à aucun groupe ou parti politique. La Gazette de la Mauricie reconnaît le soutien que lui offre le ministère de la Culture et des Communications du Québec via son programme de soutien aux médias communautaires.

Président : René Schreiber
Coordonnatrice : Mariannick Mercure
Infographie : Martin Rinfret
Webmestre : Nicolas Lefebvre
Publicité : François Jacques et Lucien Gélinas

AMECQ
ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS
COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC

g

*venez visiter notre nouveau
site interactif et son
contenu exclusif à*

Le site web de
La Gazette de la Mauricie
a été conçu et programmé par

Collectif

studiocollectif.net@gmail.com
819 448.2638

www.GazetteMauricie.com

Religieuse emprisonnée pour avoir revendiqué un monde de paix



« Ce sera 35 mois de prison pour vous Sœur Rice. » Une condamnation qui n'altère en rien la franchise du regard et le sourire généreux de Sœur Megan Rice, 84 ans. Quel contraste frappant entre la sérénité affichée par Sœur Rice et le juge embarrassé d'envoyer sous les verrous une religieuse au passé exemplaire.

PIERRE LAVERGNE

pierrelavergne@hotmail.com

Pour s'être introduits, sans autorisation dans le centre de fabrication d'armes nucléaires d'Oak Ridge, au Tennessee, Sœur Rice et deux compagnons ont été reconnus coupables d'« atteinte à la sécurité nationale » par « sabotage ». Et cela en dépit du fait qu'ils n'ont jamais, selon les autorités, posé un risque sérieux à la sécurité nationale. Il s'agissait pour eux d'un geste d'éclat visant à dénoncer le danger que représentent les armes nucléaires, notamment celles avec uranium appauvri.

Ce type d'armes qu'on retrouve dans l'installation visitée par Sœur Rice et ses collègues est responsable des pires malformations congénitales et de l'apparition de cancers multiples. En Irak, par exemple, une étude réalisée par l'International Journal of Environmental Research and Public Health auprès de résidents de la ville de Fallujah où les troupes américaines ont utilisé des munitions à l'uranium appauvri démontre que les résidents souffrent de conséquences sanitaires «pires» que celles observées à la suite des explosions nucléaires d'Hiroshima et de Nagasaki.

Pour sœur Rice, missionnaire pendant plus de 40 ans auprès des populations démunies d'Afrique de l'Ouest, la lutte pour la paix constitue le prolongement de son engagement pour un monde meilleur. Cette courageuse femme aurait sans doute bien mérité le prix Nobel de la paix décerné, en 2009, au président Obama dont la promesse de fermer la prison de Guantanamo est restée lettre morte. Cent cinquante-quatre personnes, sans aucune accusation, y croupissent toujours. L'utilisation des drones, ces petits avions téléguidés responsables de plus de 4 700 assassinats (La Presse, 20/02/13) dont la majorité des victimes sont des femmes et des enfants est toujours autorisé par le président des États-Unis. Des assassinats qui, tout comme ceux commis par Israël, sont simplement considérés comme des dommages collatéraux.

C'est aussi sous la présidence de Barack Obama qu'est maintenu en détention Bradley Manning, ce jeune soldat qui, dégoûté, a révélé les atrocités commises par l'armée américaine en Irak. Ce jeune « patriote » véritable héros pour

avoir contribué à la fin de la guerre dans ce pays, risque de passer sa vie derrière les barreaux.

Si ce n'était de leur puissance, les présidents Bush et Obama feraient l'objet d'un procès devant la Cour Internationale de Justice en raison des actes posés sous leur mandat. Imaginons juste un instant « la levée de boucliers » provoquée par la Corée du Nord ou encore l'Iran, si l'un ou l'autre utilisait des drones comme le fait l'administration américaine.

Comment expliquer que ce sont Sœur Rice et ses compagnons, anciens soldats d'ailleurs, qu'on emprisonne? Qualifier de « terrorisme », « sabotage » ou

« espionnage » les dénonciations des lanceurs d'alerte ou les actes de désobéissance civile permet au gouvernement des États-Unis de faire condamner les dissidents alors que ces gens luttent pour plus de démocratie et de justice. En fait, c'est une stratégie qui vise à décourager toute forme d'opposition organisée.

Sœur Rice a déclaré à la barre des témoins. « Nous devons, avoir le pouvoir, l'amour, la force et le courage de transformer cette industrie (armement nucléaire, ndr). La vérité sur la terrible existence de ces armes doit nous guérir et guérir notre planète et c'est pour cela que nous donnons notre vie. »



Sœur Megan Rice, au centre.

Les cadavres dans le placard du « prêt-à-porter.... »

Que peuvent bien avoir en commun Sujeet, ex-dessinateur de mode au Canada, et Aruti, couturière de 15 ans du Bangladesh? Les deux se sont retrouvés sans emploi suite à l'effondrement, le 24 avril 2013, de l'usine de couture Rana Plaza. Le pire massacre de l'histoire industrielle du Bangladesh avec 1138 morts et 2000 blessés.

Aruti raconte : « Le jour précédent, nous avons dû évacuer parce que des fissures avaient été découvertes dans la structure de l'immeuble. Mais le patron m'a appelé pour que je retourne au travail sinon j'étais congédiée. » Tombée du sixième étage Aruti s'est retrouvée emprisonnée sous les décombres, deux collègues mortes par dessus elle, pendant trois longues journées. Par chance, elle en est ressortie vivante avec... une jambe en moins. Sa mère, moins chanceuse, est morte dans l'effondrement.

Ce drame, pourtant au bout du monde, a bouleversé la carrière de Sujeet, designer de mode à l'emploi de Walmart Canada. « Je me rappelle avoir été convoqué par l'employeur à un meeting au cours duquel on nous a informés que l'entreprise avait fait appel aux compagnies installées dans le Rana Plaza. J'ai été estomaqué par la réaction des gens autour de moi. Mille personnes étaient mortes et pas un mot à leur sujet par mes collègues. On parlait des stocks perdus avec comme seule préoccupation le maintien des marges de profit. J'en suis resté « bouche bée », incapable de parler tellement j'avais honte. » Histoire de pouvoir, sans gêne, « se regarder dans le miroir. », Sujeet a fait le choix de quitter son emploi.

Le drame du Rana Plaza n'est que la pointe de l'iceberg. Combien cette industrie compte-t-elle d'autres cadavres dans son placard? Avec des enfants qui, comme Aruti, doivent travailler 10 à 12 heures par jour, 6 ou

7 jours semaines pour l'équivalent de 42,50 \$ canadiens par mois, on comprend vite pourquoi nos grandes surfaces s'approvisionnent dans ces paradis de la confection à bas prix.

Le Bangladesh a subi ce que d'autres pays en Amérique centrale, en Asie ou en Afrique, ont vécu suite à l'intervention des gendarmes de l'économie mondiale que sont le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Celles-ci ont exigé, en contrepartie de leurs prêts et plans de sauvetage économique, la privatisation des entreprises publiques et l'arrêt du soutien aux industries locales pour favoriser une économie au service des entreprises transnationales, notamment les géants du « prêt-à-porter ». Au Canada, depuis 2003, les importations en provenance du Bangladesh ont explosé; 618 % d'augmentation.

Heureusement des associations et organismes font pression sur les gouvernements pour l'adoption de règles obligeant les marques et les revendeurs de vêtements à divulguer le nom et l'emplacement des usines où sont fabriqués leurs produits afin de garantir la transparence et empêcher la dissimulation de mauvaises pratiques patronales aux yeux des consommateurs. Au Canada notamment, on revendique que le gouvernement canadien exige, dans ses accords commerciaux, le respect des conventions de l'Organisation internationale du Travail



De plus en plus de consommateurs sont prêts à changer leurs habitudes d'achat de vêtements si cela permet d'éviter des catastrophes comme celle du Rana Plaza en 2013 au Bangladesh.

dont le droit d'association et de négociation (syndicalisation), le droit à un salaire minimum décent et à des normes de santé et sécurité dans toutes les entreprises.

Le 7 octobre, Journée mondiale du travail décent, pourquoi ne pas jeter un petit coup d'œil sur l'étiquette attachée au vêtement qu'on achètera cette journée-là? Juste pour savoir s'il vient ou pas du pays de la jeune Aruti.

Sources : Émission « Fifth estate », CBC, « Made in Bangladesh », 11 octobre 2013
Le Monde Diplomatique, juin 2012

POUR AGIR

COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES
819 373-2598
WWW.GS3R.ORG - WWW.IN-TERRE-ACTIF.COM

Décrypter l'économie



C'est avec joie que je reprends la chronique économique à la Gazette de la Mauricie. Dans un monde où nous sommes bombardés de statistiques et d'acronymes (PIB, IPC, OMC, EPA, etc.), mon objectif sera de décrypter l'information et le discours économique ambiant. Pour ce faire, je tenterai de traduire le plus clairement possible les propositions des décideurs de ce monde qui, soit dit en passant, consultent régulièrement les économistes.

ALAIN DUMAS ÉCONOMISTE

gazette.economie@gmail.com

Cette tâche est d'autant plus essentielle que les économistes utilisent un jargon sophistiqué et parfois difficile à comprendre. L'économie est présentée comme une science neutre, voire exacte. Pourtant, les phénomènes économiques reposent sur des êtres humains qui interagissent dans un univers social et politique donné.

« Quand un économiste vous répond, on ne comprend plus ce qu'on lui avait demandé. »

André Gide (1869-1951), Prix Nobel en 1947

L'ÉCONOMIE : C'EST QUOI ?

Il n'existe pas de consensus sur la définition de l'économie, pas plus que la science économique est neutre. Le mot économie provient du grec « oikos nomos », qui signifiait la meilleure utilisation des ressources de la maison (ou d'un pays) pour répondre aux besoins de ses membres.

L'économie est donc vue comme un moyen (gérer) pour atteindre un but (répondre aux besoins de la société).

Or, à la fin du XIX^e siècle, une autre vision de l'économie (encore dominante aujourd'hui) prend le dessus. L'économie devient la science de la maximisation du profit et de la consommation individuelle. L'économie devient donc une fin en soi.

Selon cette vision, l'économie serait régie par des lois naturelles, car les décisions individuelles résultent d'un calcul coût-bénéfice. Cette vision mécanique

de l'économie évacue alors l'histoire, le social et le politique de son champ d'analyse. Lorsque l'ex-Première ministre d'Angleterre Margaret Thatcher a affirmé que « la société n'existe pas », elle traduisait cette vision néolibérale d'une économie dans laquelle les individus peuvent et doivent s'en sortir seuls; une économie où l'État n'a pas sa place.

Nous pouvons donc distinguer deux grandes visions de l'économie : celle qui cherche à combler les besoins d'un maximum de personnes, et l'autre qui privilégie la satisfaction maximale des besoins individuels. Bien que le point de vue néolibéral domine dans l'espace politique et médiatique, nous devons retenir qu'il existe d'autres manières de voir l'économie. C'est ce que je tenterai de présenter dans le cadre des sujets traités.

UN EXEMPLE DE DÉCRYPTAGE

Par exemple, des économistes et des intervenants affirment que le manque de « littératie financière » (connaissance financière) est la cause de « l'impréparation à la retraite » de nombreux citoyens¹. La faute serait donc imputable à l'individu qui ne s'informe pas. Pourtant, des sondages² révèlent que c'est plutôt le manque de revenus qui constitue le premier obstacle à la préparation de la retraite. Alors, comment peut-on affirmer le plus sérieusement du monde qu'il soit inconcevable que les gens se préparent mal à la retraite quand près de la moitié des Québécois gagnent moins de 20 000 \$ par année ?

Sources : 1. Alain Dubuc, « La littératie financière », La Presse, 14 février 2011.
2. Littératie financière au Canada - Faits saillants du sondage 2011, Groupe Investors.

La cigarette électronique : une panacée?

Officiellement illégale au Canada, la cigarette électronique connaît pourtant une popularité croissante en Mauricie avec l'ouverture récente de plusieurs boutiques et un débat qui enflamme autant le public que les professionnels de la santé.

En attendant que Santé Canada complète toutes les analyses nécessaires à l'autorisation éventuelle (ou l'interdiction) de la cigarette électronique, La Gazette de la Mauricie vous propose les points de vue de trois professionnels, qui, bien qu'ils s'entendent sur le manque d'études, émettent des points de vue différents sur la question.

MARIANNICK MERCURE



André Bourgeois, Conseil québécois sur le tabac et la santé

« Présentement, dans le marché de la cigarette électronique, c'est n'importe qui, n'importe quoi, n'importe comment (...) C'est le Far West! »

« La cigarette électronique devrait être classée comme produit du tabac : vente aux adultes seulement, interdite dans les lieux publics et de travail. Il ne faut pas revenir dans l'ancien temps où tout le monde boucane partout! »

Il y a tout de même un potentiel pour des adultes qui ont essayé d'arrêter avec d'autres méthodes et qui n'ont pas réussi, mais garder le « geste » de fumer, je ne crois pas que ce soit une bonne idée pour se libérer de sa dépendance et les compagnies de tabac déploient des moyens colossaux en recherche pour rendre la cigarette électronique plus addictive. »



Dre. Sylvie Lacoursière, DSP Mauricie-centre-du-Québec

« On ne sait pas si le produit est dangereux pour la santé : L'innocuité du propylène glycol contenu dans les liquides inhalés n'est pas démontrée (...). S'il est ingéré par un enfant, il peut être mortel ».

« Globalement, on émet un principe de prudence (...) À titre d'exemple, une étude récente démontre que 6 fois sur 9, des produits étiquetés sans nicotine en contenaient, pouvant alors développer une dépendance chez les utilisateurs.

Une problématique majeure est le risque de remettre ça « cool » de fumer chez les jeunes et que la cigarette électronique devienne un tremplin vers la cigarette (traditionnelle) : il ne faut pas qu'elle soit permise dans les lieux publics afin d'éviter de la banaliser. »



Dr. Patrice Gauthier, pneumologue

« Plusieurs médecins ont eu des expériences positives en la suggérant à leurs patients avec des problèmes liés au tabagisme. Moi je le fais. En quelques jours on peut voir des améliorations respiratoires (...). Ce n'est pas le législateur qui les voit ces patients-là! »

« Je ne suis aucunement défavorable, seulement, il y a encore beaucoup d'inconnus au niveau médical, mais la cigarette électronique semble contenir une infime partie de la toxicité de la cigarette (traditionnelle).

Bien qu'il y ait des craintes chez les jeunes, il ne faut pas rendre le produit illégal (...) chose certaine, les derniers qui doivent s'en occuper, c'est l'industrie du tabac! »

L'ÉDUCATION PUBLIQUE Un outil de solidarité sociale

L'éducation...c'est ça « les vraies affaires » !

Vous cherchez une occasion d'investir dans quelque chose qui rapporte gros? Un rendement exceptionnel qui ferait paraître les « Dragons » comme des amateurs? Ne cherchez pas du côté de la bourse, mais bien plutôt du côté de l'éducation! Depuis des siècles, aucun autre moyen n'a fait autant progresser les sociétés et les humains, et cela, à tout point de vue : socialement, économiquement et culturellement. C'est garanti! C'était vrai hier, ça l'est encore aujourd'hui.

JEAN-MARC LORD

En plus de savoirs qu'elle transmet, l'éducation développe chez un individu la capacité de réfléchir, la créativité et l'esprit critique, trois conditions essentielles pour une citoyenneté active et éclairée. Mais mieux encore, les retombées de l'éducation se mesurent sur deux plans. Premièrement, selon l'Organisation de coopération et de développement économique

(OCDE), elle fait progresser la productivité, elle est en lien direct avec l'augmentation du PIB et, en conséquence, pousse à la hausse les revenus des individus. Deuxièmement, nous dit cette fois l'Organisation mondiale de la santé (OMS), une société instruite est une société qui présente les meilleurs indicateurs de santé tout en réduisant au maximum la criminalité, la petite délinquance, les incivilités, la violence, l'alcoolisme, la toxicomanie, la maltraitance et la négligence envers les enfants et les aînés...

Chaque dollar investi en éducation va rapporter 5,30\$ dollars en taxes et impôts pour la société. Un rendement exceptionnel de 530 %!!! Pour les individus, c'est la manne aussi, car selon Statistique Canada, chaque année d'instruction supplémentaire se traduit par une bonification salariale de 8,3 %.

En sabrant dans les budgets d'achat de livres, d'aide aux devoirs et d'aide alimentaire dans les écoles au nom du

déficit zéro, le gouvernement témoigne d'une vision à courte vue fragilisant encore davantage le secteur qui est probablement le plus rentable à moyen et à long terme. Voilà probablement ce qu'on appelle « se tirer dans le pied ».

Chaque dollar investi en éducation en rapporte 5,30 \$ au gouvernement.

Parce que l'éducation n'est pas qu'une affaire de gros sous, mais aussi et surtout, une affaire de « gros bon sens », un gouvernement, véritablement au service du bien commun, s'occuperait

avec sérieux des « vraies affaires » en faisant de l'éducation une priorité nationale via un système public efficace et bien financé.

Faut-il vraiment réaffirmer le rôle essentiel de l'éducation dans la qualité de vie de tout un chacun? L'éducation, on serait fou de s'en passer! 



**50 ans d'action syndicale et
toujours au cœur de la réussite
du plus grand nombre.**



Charles Gagnon, enseignant en littérature et communication, Cégep de Trois-Rivières

J'aime l'enseignement de la littérature au collégial parce qu'il a pour fonction première de former le jugement et la sensibilité des étudiants. Il leur permet de vivre, sur le plan fictif, les péripéties auxquelles les personnages des histoires qu'ils lisent sont confrontés. Le temps d'un récit, les étudiants font leurs les émotions des protagonistes : ils deviennent amoureux, désespérés ou remplis de joie; ils doivent affronter les mêmes problèmes qu'eux, surmonter les mêmes obstacles; ils doivent faire des choix et les mesurer à l'aune de ceux effectués par ces derniers. Grâce à ces caractéristiques, la littérature constitue un moyen privilégié d'ajouter au bagage des connaissances et des expériences humaines toujours nécessaires à chacun. Apprendre aux étudiants à lire des œuvres littéraires, c'est donc leur apprendre à sentir, à imaginer et à penser : en deux mots, c'est leur apprendre à mieux vivre. Rien n'est plus gratifiant pour moi.



J'ai à cœur la réussite de mes étudiants. J'utilise donc un manuel adapté au niveau collégial et aux exigences de la formation. Mon approche est fondée sur l'application des concepts par le biais d'études de cas en lien avec le domaine médical. Je suis une enseignante dynamique et mon énergie est contagieuse! C'est dans un climat de confiance et dans la bonne humeur que se font les apprentissages.

Amélie St-Arneault, enseignante en biologie et biotechnologies, Collège Shawinigan



Mes parents voulaient que je sois médecin; je suis plutôt devenu professeur. Enseigner, pour moi, c'est une belle action; un acte de générosité. Un dicton veut que nous vivions sur la terre empruntée à nos enfants. Bien que je sois encore très jeune, il n'est pas trop tôt de commencer à rembourser cette dette. J'ai eu de nombreuses opportunités; maintenant, c'est à mon tour d'en créer pour ceux qui viendront après moi. L'enseignement, c'est ma façon de redonner aux autres. L'enseignement, c'est accompagner les jeunes et développer leur potentiel, c'est préparer leur avenir.

Robert Liu, enseignant en philosophie, Collège Shawinigan



Dominic Croisetière, enseignante en techniques d'éducation à l'enfance, Collège Shawinigan

Enseigner pour moi c'est : Partager ma passion au sujet de l'éducation des enfants et dans mon enseignement; Impliquer les étudiants dans des projets à court ou à long terme; Établir une relation significative avec les étudiants; Accompagner les étudiants dans leur cheminement; Transmettre des connaissances significatives et concrètes; S'adapter et être ouverte aux changements; Semer des poussières d'étoiles...



Yanick Descheneaux, enseignant en techniques de travail social, Cégep de Trois-Rivières

Enseigner au collégial au secteur technique
Pour moi, enseigner au collégial au secteur technique, c'est beaucoup plus que préparer les étudiants au marché du travail. C'est d'abord établir une relation privilégiée avec de jeunes hommes et de jeunes femmes qui arrivent dans l'âge adulte. C'est les soutenir, les accompagner, les orienter lorsque le besoin se fait sentir. C'est leur donner les outils pour qu'ils puissent bien comprendre le monde dans lequel ils évoluent. C'est leur insuffler le désir profond de s'impliquer pour améliorer notre société. C'est développer chez eux une citoyenneté active. Pour moi, enseigner au collégial au secteur technique, c'est être un modèle qui transmet ses connaissances, certes, mais surtout sa passion.



L'enseignement au collégial est, pour moi, très stimulant et valorisant. J'aime croire que je contribue au développement et à l'épanouissement de notre jeunesse. Je considère que le Cégep est un milieu où les étudiants apprennent à développer de bonnes méthodes de travail et d'études. La rigueur, l'esprit d'analyse, le goût du travail bien fait et surtout le goût d'apprendre sont au cœur de mon enseignement. Je suis constamment à la recherche de nouvelles stratégies pédagogiques me permettant de m'améliorer en tant qu'enseignante, et ce, afin de communiquer ma passion pour les sciences.

Johanne Julien, département de chimie, Cégep de Trois-Rivières



Syndicat des professeures et professeurs du Cégep de Trois-Rivières



SEECS

Syndicat des enseignantes et des enseignants du Collège Shawinigan

PRÉSCOLAIRE 4 ANS TEMPS PLEIN

Apprendre et se développer en s'amusant...

Il a bien changé le petit Guillaume. La première semaine, il pleurait à tout rompre pour ne pas aller en classe. Quatre ans, il est vrai, c'est un peu jeune pour l'école. D'autant plus que Guillaume n'avait fréquenté aucune garderie avant son entrée en classe préscolaire.

JEAN-CLAUDE LANDRY

Mais voilà que Guillaume revient de l'école tout content et ne cesse de répéter en rentrant à la maison qu'il a hâte d'aller s'amuser demain avec ses compagnons de classe. Chanceux, le petit Guillaume, puisque il a été exceptionnellement inscrit dans le programme de maternelle 4 ans temps plein en milieu défavorisé. Une maternelle 4 ans TPMD, dans le jargon du ministère.

C'est ainsi que dans un contexte ludique où le jeu a occupé une place de choix, Guillaume a eu accès à un environnement stimulant, à du matériel de manipulation diversifié, à des jeux, des li-

Cette mesure veut favoriser la réussite scolaire des enfants de quatre ans vivant en milieu défavorisé en leur faisant découvrir le plaisir d'apprendre et développer par le fait même le goût de l'école. Sans parler du rattrapage que l'expérience permet quand certains écarts de développement sont détectés. Chose que l'enseignante de Guillaume confirme. « Le fait de les accueillir en classe dès quatre ans m'a permis de dépister, chez certains, soit des difficultés d'apprentissage, soit des problèmes d'adaptation. J'ai donc pu mettre en place des activités spécifiques visant à augmenter leurs chances d'épanouissement et de réussite ».

Plusieurs études confirment que la pauvreté a un impact important sur le développement de l'enfant. La maternelle à temps plein à 4 ans permet alors d'assurer plus efficacement la réussite scolaire des enfants vivant en milieu défavorisé.

Les résultats observés au terme d'une première année d'expérimentation tendent à confirmer les conclusions de plusieurs recherches menées à propos de l'im-

impact de la pauvreté sur le développement des enfants. Les enfants concernés sont souvent moins stimulés que d'autres notamment sur le plan de la psychomotricité, du langage et de la sociabilité. Par contre, ils peuvent faire preuve d'une plus grande débrouillardise dans



les gestes quotidiens pour lesquels on s'attendrait à ce qu'ils demandent de l'aide.

Parce que le rythme d'apprentissage proposé dans les maternelles 4 ans TPMD permet aux enfants de jouer et d'approfondir leurs jeux, de terminer les activités proposées et de poser des questions, les enfants sont plus détendus et les échanges entre eux et l'enseignant sont plus constructifs. Guillaume a fait des progrès de toutes sortes, soutient son enseignante : plus grande autonomie, intérêt plus marqué pour les livres, amélioration de sa motricité globale et fine. Même sa capacité d'entraide a progressé. « Son passage en classe a été vraiment gagnant sur tous les plans », conclut-elle.

Heureusement, cette approche structurante pour contrer le décrochage scolaire, lutter contre la pauvreté et assurer le mieux-être des enfants issus de milieux défavorisés est, dès cette année, en voie d'implantation progressive sur l'ensemble du territoire québécois. Un projet de loi a été adopté en ce sens par l'Assemblée nationale en juin dernier.

La chance dont a bénéficié le petit Guillaume sera donc à l'avenir partagée par plusieurs milliers de petits amis qui, comme lui, pourront profiter d'une occasion exceptionnelle d'appivoiser et d'aimer l'école en apprenant et en se développant, tout en s'amusant.

Source : la Fédération autonome de l'enseignement

L'université
un bien
public pour
tous

L'école publique

Depuis toujours, l'école publique existe dans le but de former les citoyennes et citoyens de demain, soit les personnes qui travailleront dans la société, qui la créeront ou encore celles et ceux qui la dirigeront. À l'école, on apprend non seulement à lire et à écrire, mais également à vivre en société, à partager et à développer une image du monde. L'école est bien plus qu'un simple lieu d'apprentissage, c'est le lieu où on enracine des mentalités. C'est donc à l'école qu'une bonne partie de notre personnalité se forme. En fait, l'école est la base de notre société. On peut y apprendre la collaboration, la compétition et même des préjugés. C'est un endroit privilégié de rencontres de jeunes de toutes provenances, peu importe les revenus, la race ou les appartenances religieuses. C'est un lieu d'apprentissage de l'autre dans toute sa diversité.

Il est impensable de croire qu'on puisse développer une société forte et cohérente sur des bases fragiles. Concrètement, si l'école n'arrive pas à remplir sa mission, il est raisonnable de nous demander comment les grandes personnes de demain vont bien pouvoir remplir leur mission et développer une société québécoise forte? C'est pourtant ce qui se dessine à l'horizon, car depuis plus d'une vingtaine d'années, les gouvernements successifs ont coupé en matière d'éducation.

Aujourd'hui, nous le savons toutes et tous, il n'y a plus de gras à couper, plus d'espace libre. Inévitablement, en coupant trop on compromet la mission de l'école. Par la voix des médias, on nous répète sans cesse qu'il faut couper dans les dépenses. Diminuer les dépenses de l'État est fort possible. Toutefois, il y a des choix à faire, et l'éducation ne doit pas être vue comme une dépense, mais bien comme un investissement, gage d'un avenir meilleur.

Comme société, si nous voulons donner à l'école publique les moyens de s'acquitter de ses tâches, il faut que le gouvernement lui offre un financement adéquat et à long terme.

Pas question de revenir en arrière aux quatre ans!

Paul Lavergne, président
Conseil central du Cœur du Québec - CSN

GRATUITÉ SCOLAIRE VOUS DITES?

L'histoire se passe dans un « Articles en Gros » tout près de chez-vous



*« Non maman, j’aime mieux celui avec le couvercle rose »
Mais Éliane, je te l’ai dit, le rose coûte plus cher. Et là, ça commence à
faire beaucoup avec ta liste et celle de tes deux frères
Oui mais je vais être la seule de la classe avec un noir
Sois raisonnable, j’ai déjà dit oui pour les cartables avec la Reine des
neiges. J’peux pas dire oui à tout. C’est assez! Ah... la gratuité scolaire!*

JEAN-CLAUDE LANDRY

Quel parent d’élève n’a pas eu ce genre de réflexion en magasinant les fournitures scolaires, la liste à la main, avec leurs enfants exigeant ceci et cela. Un exercice qui se répète d’année en année et qui se révèle, pour beaucoup, un véritable casse-tête financier, sinon un vrai cauchemar quand on en a deux ou trois à l’école et que les moyens sont limités.

Si, en principe, l’éducation est gratuite au Québec, la réalité est tout autre. Les parents doivent débours-er de plus en plus pour envoyer leurs enfants à l’école. Fournitures scolaires, frais de photocopies, sor-ties récréatives, agendas, surveillan-ce du midi, transport scolaire et même parfois, exceptionnellement, matériel didactique comme des dic-tionnaires et des grammaires. Une liste qui ne cesse de s’allonger.

Ce n’est pas que les commissions scolaires ne font pas d’efforts pour

inciter leurs enseignants à rac-courcir la liste des fournitures remises aux parents. Mais com-pressions budgétaires obligent, l’école publique a de plus en plus de difficulté à assurer la gratuité à ceux et celles qui la fréquentent. Une situation qui découle de décisions politiques malheureuses.

Quand en effet, au nom du re-tour à l’équilibre budgétaire, le ministre de l’Éducation, lui-mê-me, suggère aux bibliothèques scolaires de « couper » dans l’achat de livres, c’est à la mère d’Éliane seule que revient la responsabilité d’encourager son enfant à la lecture. Une propo-sition en droite ligne avec la fâ-cheuse tendance à la taxation et à la tarification des services pu-blics au lieu de les financer via une fiscalité plus progressive. Ce choix qui, on s’en doute, fait l’affaire des mieux nantis peut

avoir des conséquences drama-tiques pour la mère d’Éliane et autres parents de la classe moyenne en plus d’appauvrir encore davantage les familles démunies.

Critiquer les commissions sco-laires pour les frais croissants exigés aux parents, c’est se tromper de cible. Le sous-fi-nancement global de l’éduca-tion qui exerce une pression malsaine sur l’école publique est un choix délibéré des gou-vernements qui se sont suc-cédé à Québec au cours des 20 dernières années. Ce faisant, on va à l’encontre des valeurs fondamentales de toute société évoluée : assurer un accès équi-table à l’éducation et à la cultu-re tout en contrant les inégali-tés sociales, malheureusement croissantes au Québec.

Heureusement pour les cama-rades de classe d’Éliane, moins chanceux qu’elle, diverses initia-tives d’entraide existent, mais la générosité populaire démontrée à travers ces initiatives ne nous épargne pas de la nécessité d’un vrai débat citoyen pour une éducation véritablement acces-sible à tous. 

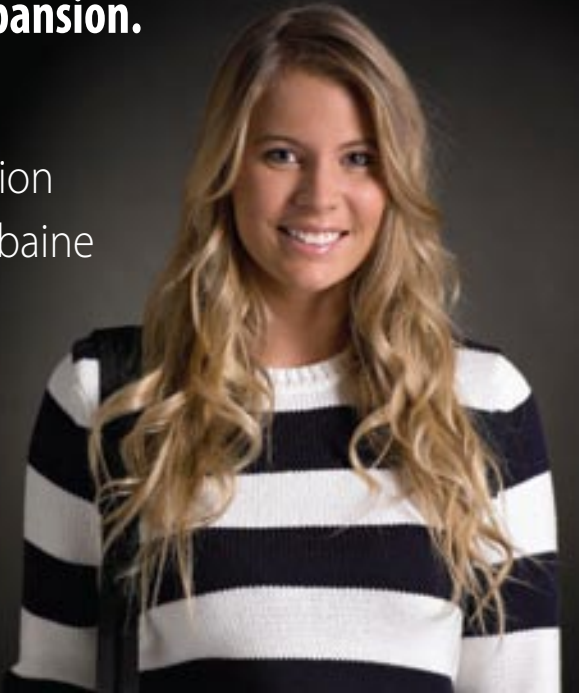


TRA UNIQUE.

**La Faculté des sciences de l’agriculture
et de l’alimentation, des domaines uniques
de formation dans un secteur en pleine expansion.**

- Alimentation fonctionnelle et santé
- Économie et sciences de la consommation
- Agriculture biologique et horticulture urbaine
- Sciences et technologie des aliments
- Sciences agronomiques (animaux, plantes et sols)

**Plusieurs programmes sont offerts
à distance, informez-vous !**



Pour information :

1 877 893-7444, poste 3145
fsaa@fsaa.ulaval.ca

www.fsaa.ulaval.ca



**UNIVERSITÉ
LAVAL**

**Faculté des sciences de l’agriculture
et de l’alimentation**

PROJET « D'ÉCOLE CITOYENNE »

Pour redonner du pouvoir aux parents

Le projet « d'école citoyenne », développé par l'organisme COMSEP, en collaboration avec l'école St-Paul il y a 8 ans, connaît un franc succès. « On travaille avec des parents moins scolarisés, et leurs enfants du primaire, pour leur redonner le goût de l'école », résume Marie-Josée Tardif, coordonnatrice adjointe de COMSEP et une des instigatrices du projet. Ce projet audacieux est né du constat que certains parents avaient de la difficulté à aider leurs enfants dans leurs apprentissages scolaires, ne disposant pas toujours du soutien nécessaire. Il s'agit donc, d'abord et avant tout, d'un projet « d'autonomisation » des parents : « Notre but principal? Donner du pouvoir aux parents sur l'éducation de leurs enfants », ajoute Marie-Josée Tardif.

MARIANNICK MERCURE

De manière concrète, les parents viennent à COMSEP, entre 10 et 20 heures par semaine pour y suivre des ateliers avec

rents et enfants se réunissent aussi plusieurs fois par semaine pour des ateliers d'aide aux devoirs ou pour des activités pédagogiques.

« Quand elle est entrée en 1^{re} année, ma fille était très anxieuse, très timide. Aujourd'hui, elle est rendue en 3^e année, elle a tellement changé, elle va jusqu'à participer à des spectacles! »

Le projet a été un franc succès pour Martine Godette, mère monoparentale qui participe au programme depuis maintenant 3 ans : « Ça aide tel-

lement l'estime de soi, on reçoit beaucoup d'encouragement et ça m'a sorti de mon isolement », résume-t-elle. Cette école ci-

toyenne a aussi été une réussite pour sa fille, Élly-Anne : « Quand elle est entrée en 1^{re} année, elle était très anxieuse,



Martine Godette et sa fille Élly-Anne, dans le cadre d'une activité pédagogique de la rentrée à l'école St-Paul.

très timide. Aujourd'hui, elle est rendue en 3^e année, elle a tellement changé, elle va jusqu'à participer à des specta-

cles! ». Seule inquiétude pour cette maman ravie par le projet: « J'aimerais que ça se poursuive jusqu'au secondaire! ».

cles! ». Seule inquiétude pour cette maman ravie par le projet: « J'aimerais que ça se poursuive jusqu'au secondaire! ».



La persévérance et la réussite scolaires : au coeur de nos préoccupations



Conjuguons nos forces au présent pour un avenir réussi

Artisan de l'école publique

Nous assurons l'avenir





Centrale des syndicats du Québec

CSQ



lacsq.org



facebook.com/lacsq



twitter.com/csq_centrale

UNE QUESTION D'ÉQUITÉ SELON JACQUES DÉSILETS

Maintenir les commissions scolaires



MARIANNICK MERCURE

Alors que l'importance des commissions scolaires semble mal comprise, avec des taux de participation aux élections de plus en plus faibles, certains groupes politiques répondent à ce manque de compréhension en proposant leur abolition pure et simple. Jacques Désilets, commissaire scolaire dans la région n'est évidemment pas d'accord et confirme plutôt l'utilité, la pertinence et le faible coût des commissions scolaires en comparaison des grands services qu'elles rendent à la société. « Nous (les commissions scolaires) avons des coûts administratifs minimes par rapport à d'autres institutions, de moins de 5 %! En abolissant les commissions scolaires, les écoles

seraient gérées directement par les municipalités, et je peux vous assurer que les élus municipaux de la Mauricie ne sont pas du tout intéressés à acquérir ces bâtisses! »

C'est qu'en plus de permettre au système d'éducation de favoriser

tance se situe surtout dans la problématique de l'équité au niveau rural : les petites écoles de 100 élèves ne seraient jamais capables de se payer les services nécessaires aux jeunes, d'orthopédagogues ou de psychologues par exemple. », résume monsieur Désilets. Ce sont, de

« Les petites écoles de 100 élèves ne seraient jamais capables de se payer les services nécessaires aux jeunes, d'orthopédagogues ou de psychologues »

la participation démocratique des communautés, les commissions scolaires permettent aussi d'appliquer un principe d'équité entre les écoles : « Leur impor-

toute évidence, des aspects qui semblent échapper aux « abolitionnistes » qui voudraient plutôt voir les écoles s'autogérer comme des entreprises. »

Jacques Désilets, commissaire scolaire pour les secteurs de Champlain, Saint-Luc-de-Vincennes et Saint-Narcisse, est aussi conducteur d'autobus scolaires. Pour lui, pas question d'abolir les commissions scolaires, qui jouent un rôle déterminant dans la réussite scolaire de nos jeunes.

À LAC ÉDOUARD EN HAUTE-MAURICIE

Des citoyens déterminés sauvent leur école

(Lac Édouard) Lac Édouard, petit village situé au nord de La Tuque, n'a pas été épargné par les centaines de fermetures d'écoles publiques au cours des dernières années à travers la province. La détermination des citoyens de cette petite communauté « tissée serrée » aura toutefois permis de sauver l'école primaire fermée en 2003.

MARIANNICK MERCURE

Le défi était de taille, mais depuis 2008, et avec l'aide de la communauté, la petite école de Lac Édouard est passée de 2 à 7 élèves : « Au début les gens nous traitaient de fous, aujourd'hui on est rendu à 7 élèves » lance le Maire de la municipalité, Larry Bernier.

En tout, ce sont 9 bénévoles, parents et enseignants retraités, qui permettent à l'école de survivre grâce à une classe multiniveaux où les matières « classiques », tels l'anglais ou les mathématiques, côtoient des matières

plutôt inusitées, comme la robotique, la couture ou l'expression corporelle. Le tout, dans un environnement à la

« Au début, les gens nous traitaient de fous, aujourd'hui on est rendu à 7 élèves »

-Larry Bernier, maire de Lac Édouard

fine pointe de la technologie où les ipads sont utilisés quotidiennement. Suivent-ils les programmes du ministère? « Non! » s'exclame le Maire Bernier, « Nous les dépassons! ».



Les 7 élèves de la petite école de Lac Édouard s'évitent plus de deux heures d'autobus par jour grâce à l'initiative de leur communauté.

La classe multiniveaux est avantageuse selon Rolande Lecours, enseignante retraitée qui y enseigne bénévolement : « C'est bon

même pour les plus vieux : ça consolide leurs connaissances de réentendre la matière de l'année précédente ». Et les élèves en redeman-

dent, « Avant, on finissait à 15 h 30, mais les jeunes ont demandé à finir plus tard! On termine maintenant à 16 h », ajoute-t-elle. »

Le désastre de la vie privée au XXI^e siècle

Aujourd’hui, les réseaux sociaux et les grands joueurs de la Toile comme Google comptent parmi les entreprises les plus importantes et les plus puissantes du monde. Plus encore, Internet est partout! Ainsi, vu la forte influence dans notre vie quotidienne que représente le Web, faut-il craindre, comme certains, ses effets sur notre vie privée? Hélas! j’en ai bien peur...

Vu l’actuelle utilisation débridée du Web, l’absence de législation, dans cet univers virtuel, se fait cruellement sentir. En effet, la Toile n’ayant aucune frontière, les États peinent à l’encadrer tant celle-ci évolue rapidement. À cet effet, la complexité d’Internet rend la protection des internautes extrêmement difficile : la brèche informatique Heartbleed découverte en avril dernier par l’Agence du revenu du Canada et qui a engendré une véritable congestion dans plusieurs sites Web est un bon exemple du danger qu’Internet représente. En fait, n’importe quelle personne peut, à partir d’un ordinateur, décontenancer un pays entier et s’appro-

prier les données les plus personnelles des citoyens telles que le numéro d’assurance sociale.

Et non seulement ces pirates informatiques représentent un réel danger pour notre vie privée, mais les internautes eux-mêmes la menacent : en toute impudicité, ceux-ci révèlent leurs propres secrets sur les réseaux sociaux. Date de naissance, activité quotidienne, situation amoureuse, tous ces éléments peuvent être accessibles simplement sur la page Facebook de tout utilisateur. L’omniprésence des réseaux sociaux dans nos vies représente une menace bien réelle pour

notre vie privée. Et toutes ces informations peuvent être utilisées pour copier une identité ou encore être vendues à des compagnies privées à des fins publicitaires qui peuvent nous assaillir de publicités personnalisées!

Malheureusement, la chute vertigineuse de l’intégrité humaine ne s’arrête pas là. Au contraire, la divulgation de renseignements personnels engendre aussi d’autres problèmes : l’intimidation et la discrimination. Combien de fois a-t-on vu à la télévision un adolescent ou une adolescente se suicider à cause de cette intimidation? Avant cette ère, les moqueries cessaient souvent lors de son retour à la maison. Cependant, maintenant, personne ne peut y échapper en quittant l’école, car les insultes les suivent jusqu’à la maison via Internet. Ce dernier est maintenant l’outil par ex-

cellence de l’intimidation, car, de façon totalement anonyme, les bourreaux peuvent détruire tranquillement la réputation de leur victime, et ce, en rejoignant beaucoup plus de personnes que dans la cour de récréation.

En somme, par sa complexité et sa promiscuité dans le quotidien des gens, Internet et plus particulièrement les réseaux sociaux sont devenus des accès importants à notre vie privée et à nos informations les plus personnelles. Jusqu’où ira-t-on dans notre acceptation du monopole de ces entreprises sur le Web? En fait, ces réseaux ont des impacts importants sur la vie des gens; si une entité extrémiste prenait le contrôle de ces réseaux, celle-ci se retrouverait en contrôle de l’outil le plus puissant pour influencer et presque contrôler la vie des gens, et ce, sans que personne ne s’en aperçoive. 

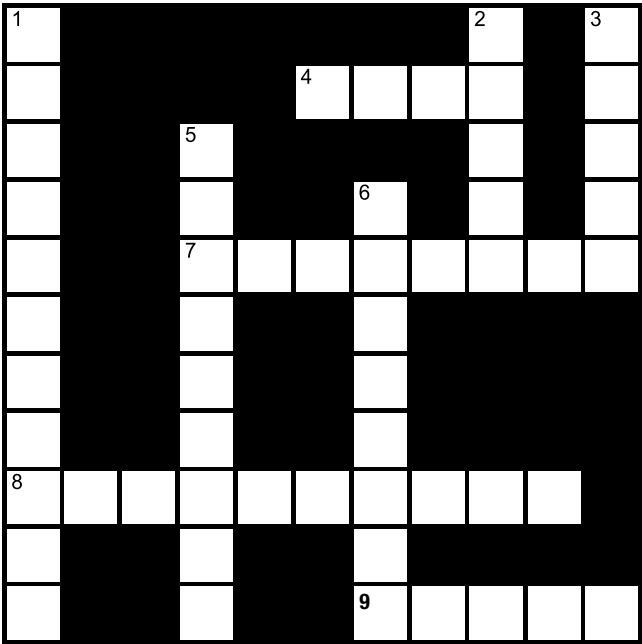


Le « club des next » donne la parole aux jeunes de la Mauricie. Pour septembre, **Simon Schreiber**, étudiant au CEGEP de Trois-Rivières et récipiendaire de la Médaille académique du Gouverneur général du Canada

g MOTS-CROISÉS

CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

La tragédie humaine provoquée par la récente guerre lancée par Israël sur le territoire palestinien de Gaza constitue un épisode additionnel d’un conflit qui perdure depuis 1948. Cette année-là, l’ONU a décrété la création de l’État d’Israël et la partition de la Palestine, contre la volonté des Palestiniens qui l’habitaient et des pays arabes voisins, afin d’y implanter un foyer national juif. Or la situation du peuple palestinien n’a cessé de s’aggraver depuis l’annonce de la création de l’État d’Israël le 15 mai 1948. Non seulement le territoire de la Palestine a-t-il diminué comme une peau de chagrin, mais la population palestinienne vit, depuis 1967, sous l’occupation militaire israélienne qui n’en finit plus. Et cela malgré les dizaines de résolutions de l’ONU demandant le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés et la création, aux côtés de l’État hébreu, d’un État palestinien viable aux frontières internationalement reconnues.



HORIZONTALEMENT

- 4** Principale ville sous l’autorité civile et militaire de l’Autorité palestinienne
- 7** Idéologie politique nationaliste prônant l’existence d’un État peuplé par les Juifs en « Terre d’Israël », comprenant la Palestine
- 8** Premier ministre de l’État d’Israël
- 9** Président de L’Autorité palestinienne

VERTICALEMENT

- 1** Région du Proche-Orient qui constitue un enjeu du conflit israélo-palesti-

nien, aussi appelé Judée-Samarie

- 2** Mouvement islamiste constitué d’une branche politique et d’une branche armée, principalement actif à Gaza
- 3** Principale religion en Israël
- 5** Religion dominante dans la population palestinienne
- 6** Terme arabe signifiant « soulèvement » et désignant deux mouvements d’opposition populaire contre l’armée israélienne dans la bande de Gaza et en Cisjordanie

SOLUTION EN PAGE 2



LES CDC DE LA MAURICIE

LA PORTE D’ENTRÉE DU MILIEU COMMUNAUTAIRE



LE MOUVEMENT COMMUNAUTAIRE AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

LES CORPORATIONS
DE DÉVELOPPEMENT
COMMUNAUTAIRE
DE LA MAURICIE

CDC

- CDC de Trois-Rivières**
- CDC de la MRC de Maskinongé**
- CDC Mékinac**
- CDC Des Chenaux**
- CDC du Haut St-Maurice**
- CDC du Centre-de-la-Mauricie**

Dans le cadre de sa campagne de sensibilisation
en conciliation études-travail, COMPERES lance un

CONCOURS RÉGIONAL

conciliation études + travail

JULIE
BASTIEN

Consultante en
organisation du travail
et porte-parole



FRÉDÉRIC
DION

Aventurier
et porte-parole

ENTREPRISES ET JEUNES À L'EMPLOI

SOUMETTEZ VOTRE

CANDIDATURE

JUSQU'AU 3 OCTOBRE

Soyez reconnue régionalement
comme une entreprise favorisant
la conciliation études-travail

À GAGNER :

ENTREPRISE

UNE
SÉANCE PHOTO
ET UN
PUBLIREPORTAGE

VOTRE MAGAZINE
MAG2000
VOS COULEURS

JEUNE

UN CERTIFICAT-
CADEAU DE
1000\$

CHEZ

COOPSCO TROIS-RIVIÈRES

COOPSCO

LIBRAIRIE-PAPETERIE-INFORMATIQUE-ALIMENTAIRE

Pour participer, rendez-vous sur
WWW.soyonscomperes.com



Faites-vite, le concours se termine le 3 octobre prochain

OUTILS D'INFORMATION DISPONIBLES AUX ENDROITS SUIVANTS :

